

Province de Luxembourg - Arrondissement de Virton

Présents:

Mesdames et Messieurs PIRLOT Sébastian, Bourgmestre, BRADFER Annick, NZUZ! KAMBU-NOEL Vovo, MAITREJEAN Alain, MALHAGE Lisiane, Echevin(e)s, ROBERTY Frédéric, Président, DEBATY Joëlle, GILSON Christine, THIRY David, MADAN Murielle, COLLARD Béatrice, COMES Viviane, MORAUX Jean-Michel, CLAUSSE André, LALOUETTE Nathalie, Tania STARCK, BARNET Jacques, membres, DEBATY Joëlle, Présidente du CPAS.

ADAM Patrick, Directeur général.

## 8. CDU-1.777.614 / TX

Redevance communale sur la vente de rouleaux de sacs bleus PMC (120L) aux écoles et organismes assimilés – dès son entrée en vigueur jusqu'à l'exercice 2025 inclus.

## Le Conseil communal en séance publique,

Vu la constitution, les articles 41, 162, 173;

Vu le Décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la Loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte Européenne de l'Autonomie Locale, notamment l'article 9.1. de la Charte;

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et notamment l'article L1122-30;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des redevances communales;

Vu les recommandations émises par la circulaire relative à l'élaboration des budgets des Communes de la Région Wallonne pour l'année 2024;

Vu le besoin d'équiper les écoles et organismes assimilés (centre adeps) en sacs PMC 120 litres ; Attendu qu'il est opportun de facturer ces sacs à tous les organismes concernés même les écoles communales afin d'éviter toute discrimination avec les écoles des autres réseaux ;

Attendu que le Collège communal du 15 septembre 2021 a décidé de facturer les sacs de 120 L. aux écoles et aux organismes assimilés, au prix coûtant;

Vu la décision du Conseil communal du 25 octobre 2021 établissant pour les exercices 2021 à 2025 un règlement redevance sur la vente de rouleaux de sacs poubelle destinés à la collecte en porte-àporte des PMC (écoles et organismes assimilés);

Vu le règlement communal concernant la collecte des déchets ménagers et des déchets assimilés arrêté en date du 25 octobre 2021;

Considérant que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public;

Vu la communication du dossier au Directeur financier faite en date du 06/06/2024 conformément à l'article L1124-40 §1er, 3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 07/06/2024 et joint en annexe ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège communal;

## Après en avoir délibéré;

A l'unanimité,

**DECIDE** 

#### Article 1:

Il est établi, dès son entrée en vigueur jusqu' à 2025 inclus, une redevance communale sur la vente de rouleaux de sacs bleus PMC (120 L), aux écoles et organismes assimilés.

La redevance est due par la personne physique ou morale qui sollicite l'achat des sacs destinés à la collecte spécifique des PMC.

## Article 3:

Le prix de vente est fixé à prix coûtant.

Extraît du registre aux délibérations du CONSEIL COMMUNAL Séance publique du 24 juin 2024

# Article 4:

La redevance est perçue au comptant au moment de la délivrance des sacs, avec remise d'une preuve de paiement.

#### Article 5:

A défaut de paiement de la redevance dans le délai prescrit, dans le cadre du recouvrement amiable, un rappel gratuit par envoi simple sera envoyé au redevable.

À l'issue de ce rappel en cas de non-paiement, conformément à l'article L 1124-40, §1<sup>er</sup>, 1° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 10 euros et seront recouvrés en même temps que la redevance.

En cas d'inapplicabilité de l'article L1124-40, §1<sup>et</sup>, 1° du CDLD, le recouvrement s'effectue devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal à dater de la mise en demeure du redevable.

### Article 6:

A peine de nullité, les réclamations formulées à l'encontre de la présente redevance doivent être dûment motivées et introduites par écrit auprès du Collège communal dans le délai de 30 jours calendrier. Le point de départ de ce délai est le troisième jour ouvrable après la date d'envoi de la facture. Le Collège communal en accuse réception dans les 15 jours calendrier de sa réception.

La décision du Collège communal est notifiée par recommandé au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation.

#### Article 7:

La présente décision deviendra obligatoire le lendemain du jour de la publication organisée conformément aux articles L 1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

#### Article 8:

La présente délibération sera transmise simultanément au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131 -1 et suivants du CDLD pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

# <u> Article 9 :</u>

Le présent règlement annule et remplace la décision du Conseil communal du 25 octobre 2021 dès que les formalités de la publication seront accomplies.

#### <u> Article 10 :</u>

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- Responsable de traitement : commune de Chiny ;
- Finalité(s) du(des) traitement(s): établissement et recouvrement de la redevance;
- Catégorie(s) de données : données d'identification ;
- Durée de conservation : la ville s'engage à conserver les données pour un délai de 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- Méthode de collecte : information verbale communiquée par le demandeur ; Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur les revenus, ou à des sous-traitants du responsable de traitement.

Le Directeur général (s) Patrick ADAM

Le Directeur général

Patrick ADAM

Par le Conseil communal,

Pour extrait conforme, Chiny, le 25 juin 2024



Le Bourgmestre (s) Sébastian PIRLOT

Le Bourgmestre,

Sébastian PIRLOT